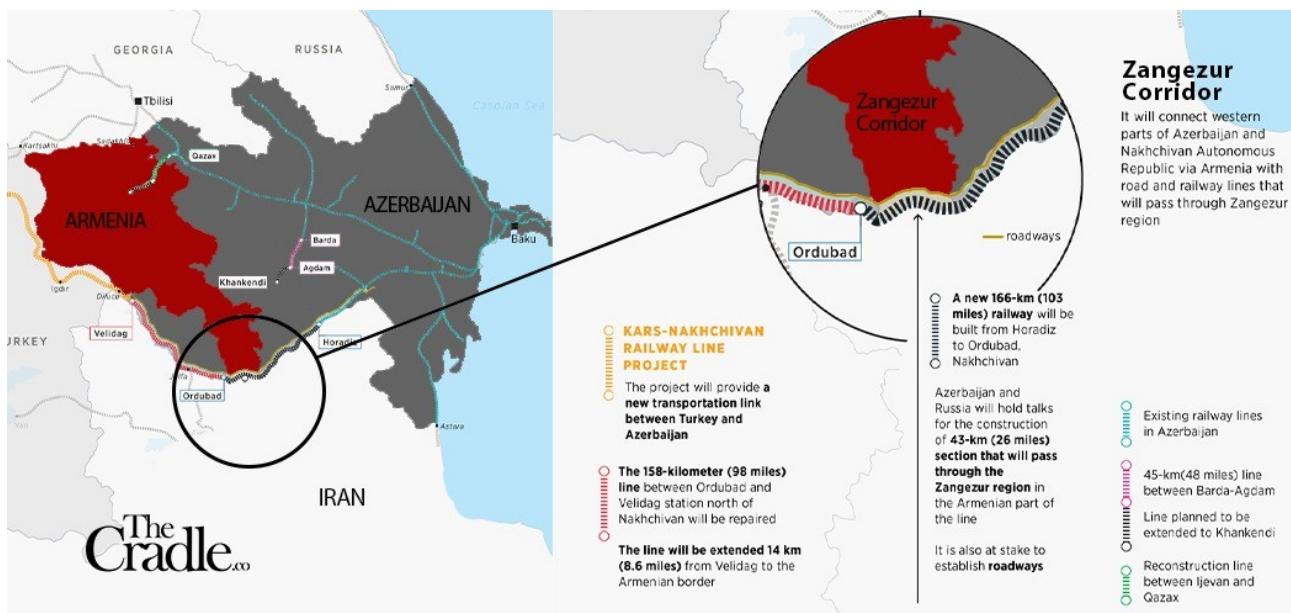


LA CONFRONTATION IRAN-AZERBAÏDJAN EST UNE COMPÉTITION POUR LES COULOIRS DE TRANSPORT DE LA RÉGION



Par Pepe Escobar

Source : <https://katehon.com/en/news/iran-azerbaijan-standoff-contest-regions-transportation-corridors>

Du 06 octobre 2021

Dans ce texte, Pepe Escobar nous explique que tout l'enjeu de ce qui se passe actuellement aux frontières irano-azerbaïdjanaises est l'utilisation future du corridor Nord-Sud Russie-Iran passant par l'Arménie dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie et même, avant cela, les échanges économiques trans-caucasiennes et ce qu'elles peuvent promettre pour le développement des pays du Nord et du Sud du Caucase. La Turquie joue ici un rôle perturbateur, avec l'aide de son allié l'Azerbaïdjan, qui met en avant sa compromission avec l'entité sioniste, l'« Israël » - malgré les beaux discours d'intention au sujet de la cause palestinienne - et son attachement à l'OTAN autant qu'aux intérêts géopolitiques anglo-saxons. Derrière la défense des intérêts néo-ottomans, concrètement de la création d'un axe de communication direct Ouest-Est Turquie-Mer Caspienne, se profile en fait l'érection d'une barrière de l'est de la méditerranée à la Caspienne, voire au-delà (Kazakhstan, Ouzbékistan), empêchant l'Europe mais aussi la Russie d'espérer ouvrir une voie d'accès directe vers l'Orient et l'Océan Indien via la Mer Noire et la Mer Caspienne. Ce projet funeste destiné à contrer l'Europe et à l'empêcher de s'ouvrir aux grandes étendues de l'Eurasie n'est, au fond, que la continuation de la politique anti-russe imposée aux instances bruxelloises par leur suzerain américain. Ici encore, le fait que l'Europe ne s'engage pas concrètement, et s'il le faut – et il l'a fallu !! - militairement, en faveur de l'Arménie, ni qu'elle ne s'engage pas réellement en faveur de pourparlers constructifs avec l'Iran, signe son impuissance à vouloir et à pouvoir s'affirmer face aux coups tordus fomentés par les anglo-saxons et les sionistes afin de contrôler l'ensemble du Rimland, de l'Ukraine au Japon en passant par l'Inde. La Turquie servirait alors de coin enfoncé au cœur des intérêts eurasiens de façon à leur nuire (surtout ceux de la Chine et de la Russie) et à en brimer le développement possible, c'est-à-dire en vérité des intérêts de l'ensemble des nations eurasiennes, Turquie et Azerbaïdjan incluses, du moins de leur peuple ! Il serait donc temps pour l'Europe, une fois débarrassée de ces incapables qui la dirigent (vers le

néant) et qui n'ont aucune ambition sinon que personnelles, de trouver une véritable alliance de circonstance avec la Russie, l'Arménie et l'Iran afin de défendre notre droit à promouvoir librement de multiples échanges avec les peuples de la Grande Eurasie jusque l'Inde, la Pakistan, la Chine, etc.

Yohann Sparfell

Des camps se forment autour de la querelle Iran-Azerbaïdjan. Mais ce combat ne concerne pas l'ethnicité, la religion ou la tribu - il s'agit principalement de savoir qui forgera les nouvelles routes de transport de la région.

La dernière chose dont la conduite complexe et en cours vers l'intégration eurasiennne a besoin à ce stade est cette affaire désordonnée entre l'Iran et l'Azerbaïdjan dans le Caucase du Sud.

Commençons par les *Conquérants de Khaybar* - le plus grand exercice militaire iranien depuis deux décennies organisé à sa frontière nord-ouest avec l'Azerbaïdjan.

Parmi l'armée iranienne déployée et les unités du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), il y a des acteurs sérieux, tels que la 21e division d'infanterie de Tabriz, le bataillon IRGC Ashura 31, la 65e brigade des forces spéciales aéroportées et un éventail de systèmes de missiles, y compris le Missiles balistiques Fateh-313 et Zulfiqar avec des portées allant jusqu'à 700 kilomètres.

L'explication officielle est que les exercices sont un avertissement aux ennemis qui complotent quoi que ce soit contre la République islamique.

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei, a ostensiblement tweeté que "ceux qui ont l'illusion de compter sur les autres, pensent qu'ils peuvent assurer leur propre sécurité, doivent savoir qu'ils vont bientôt prendre une gifle, ils le regretteront".

Le message était sans équivoque : il s'agissait de l'Azerbaïdjan s'appuyant sur la Turquie et en particulier Israël pour sa sécurité, et de Tel-Aviv instrumentalisant Bakou pour une campagne de renseignements conduisant à une ingérence dans le nord de l'Iran.

Une élaboration plus poussée par des experts iraniens est allée jusqu'à dire qu'Israël aurait pu finalement utiliser des bases militaires en Azerbaïdjan pour frapper les installations nucléaires iraniennes.

La réaction à l'exercice militaire iranien, jusqu'à présent, a pris la forme d'une réponse prévisible entre la Turquie et l'Azerbaïdjan : ils mènent un exercice conjoint à Nakhitchevan tout le long de cette semaine.

Mais les inquiétudes de l'Iran étaient-elles infondées ? Une étroite collaboration sécuritaire entre Bakou et Tel-Aviv se développe depuis des années. L'Azerbaïdjan possède aujourd'hui des drones israéliens et est à l'aise avec la CIA et l'armée turque. Ajoutez à cela les récents exercices militaires trilatéraux impliquant l'Azerbaïdjan, la Turquie et le Pakistan – ce sont des développements qui ne manquent pas de faire tirer la sonnette d'alarme à Téhéran.

Bakou, bien sûr, tourne cette affaire d'une manière différente : nos partenariats ne visent pas les pays tiers.

Donc, essentiellement, alors que Téhéran accuse le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev de faciliter la vie des terroristes takfiri et des sionistes, Bakou accuse Téhéran de soutenir aveuglément l'Arménie. Oui, les fantômes de la récente guerre du Karabakh sont partout.

Pour des raisons de sécurité nationale, Téhéran ne peut tout simplement pas tolérer les entreprises israéliennes impliquées dans la reconstruction des régions gagnées dans la guerre près de la frontière iranienne : Fuzuli, Jabrayil et Zangilan.

Le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian a tenté de jouer le jeu diplomatiquement : « Les questions géopolitiques autour de nos frontières sont importantes pour nous. L'Azerbaïdjan est un voisin proche à tout point de vue de l'Iran et c'est pourquoi nous ne voulons pas qu'il soit pris au piège entre des terroristes étrangers qui font de leur sol un foyer. »

Comme si ce n'était pas assez compliqué, le cœur du problème – comme pour tout ce qui se passe en Eurasie – tourne en fait autour de la connectivité économique.

Un gâchis interconnecté

Les rêves géoéconomiques de Bakou sont lourds : la capitale entend se positionner au carrefour clé de deux des plus importants corridors eurasiens : Nord-Sud et Est-Ouest.

Et c'est là qu'intervient le corridor de Zangezur – c'est sans doute essentiel pour que Bakou veuille une domination sur les routes de connectivité est-ouest de l'Iran.

Le corridor est destiné à relier l'Azerbaïdjan occidental à la République autonome de Nakhitchevan via l'Arménie, avec des routes et des voies ferrées traversant la région de Zangezur.

Zanguezur est également essentiel pour que l'Iran se connecte à l'Arménie, à la Russie et, plus tard, à l'Europe.

La Chine et l'Inde s'appuieront également sur Zangezur pour le commerce, car le corridor offre un raccourci important en termes de distance. Étant donné que les grands cargos asiatiques ne peuvent pas naviguer sur la mer Caspienne, ils perdent généralement de précieuses semaines juste pour atteindre la Russie.

Un problème supplémentaire est que Bakou a récemment commencé à harceler les camionneurs iraniens en transit à travers ces nouvelles régions annexées en route vers l'Arménie.

Cela ne devait pas être ainsi. Cet essai détaillé montre comment l'Azerbaïdjan et l'Iran sont liés par « des liens historiques, culturels, religieux et ethnolinguistiques profonds », et comment les quatre provinces iraniennes du nord-ouest – Gilan, Ardabil, l'Azerbaïdjan oriental et l'Azerbaïdjan occidental – ont « des frontières géographiques communes avec à la fois la partie principale de l'Azerbaïdjan et son enclave, la République autonome de Nakhitchevan ; ils ont également des points communs profonds et étroits basés sur l'islam et le chiisme, ainsi que le partage de la culture et de la langue azerbaïdjanaise. Tout cela a créé le terrain d'une proximité entre les citoyens des régions des deux côtés de la frontière.

Pendant les années Rouhani, les relations avec Aliyev étaient en fait assez bonnes, y compris la coopération trilatérale Iran-Azerbaïdjan-Russie et Iran-Azerbaïdjan-Turquie.

Une connectivité clé qui est en jeu est le projet de liaison du chemin de fer Qazvin-Rasht-Astara de l'Iran à l'Azerbaïdjan : cela fait partie du très important Corridor de transport international Nord-Sud (INSTC).

Géo-économiquement, l'Azerbaïdjan est essentiel pour le chemin de fer principal qui reliera finalement l'Inde à la Russie. Non seulement ça ; la coopération trilatérale Iran-Azerbaïdjan-Russie ouvre une voie directe pour que l'Iran se connecte pleinement à l'Union économique eurasienne (UEE).

Dans un scénario optimal, Bakou peut même aider les ports iraniens du golfe Persique et de la mer d'Oman à se connecter aux ports géorgiens de la mer Noire.

L'Occident est inconscient du fait que pratiquement toutes les sections de l'INSTC fonctionnent déjà. Prenez, par exemple, le chemin de fer Astara-Astara au nom exquis qui relie les villes iraniennes et azerbaïdjanaises qui partagent le même nom. Ou le chemin de fer Rasht-Qazvin.

Mais un important tronçon de 130 km d'Astara à Rasht, qui se trouve sur la rive sud de la Caspienne et à proximité de la frontière irano-azérie, n'a pas été construit. La raison? Sanctions de l'ère Trump. C'est un exemple graphique de ce que pourrait donner, en termes pratiques, une conclusion réussie des pourparlers du JCPOA à Vienne.

À qui appartient Zanguezur ?

L'Iran est positionné dans une zone quelque peu délicate le long de la périphérie sud du Caucase du Sud. Les trois principaux acteurs de cette portion de territoire sont bien sûr l'Iran, la Russie et la Turquie. L'Iran borde les anciennes régions arméniennes - maintenant azéries - adjacentes au Karabakh, notamment Zangilan, Jabrayil et Fuzuli.

Il était clair que la flexibilité de l'Iran sur sa frontière nord serait liée à l'issue de la deuxième guerre du Karabakh. La frontière nord-ouest était une source de préoccupation majeure, affectant les provinces d'Ardabil et de l'est de l'Azerbaïdjan – ce qui rend la position officielle de Téhéran consistant à soutenir les revendications azerbaïdjanaises contre les Arméniens d'autant plus confuse.

Il est essentiel de se rappeler que même lors de la crise du Karabakh au début des années 1990, Téhéran a reconnu le Haut-Karabakh et les régions qui l'entourent comme faisant partie intégrante de l'Azerbaïdjan.

Bien que la CIA et le Mossad semblent inconscients de cette histoire régionale récente, cela ne les empêchera jamais de se lancer dans la mêlée pour jouer Bakou et Téhéran l'un contre l'autre.

Un facteur de complication supplémentaire est que Zanguezur est également alléchant du point de vue d'Ankara.

On peut soutenir que le président turc néo-ottoman Recep Tayyip Erdogan, qui ne recule jamais devant une opportunité d'étendre sa profondeur stratégique turco-musulmane, cherche à utiliser la connexion azérie à Zanguezur pour atteindre la Caspienne, puis le Turkménistan, jusqu'au Xinjiang, le territoire occidental chinois peuplé de musulmans ouïghours. Cela, en théorie, pourrait devenir une sorte de route de la soie turque contournant l'Iran – avec la possibilité inquiétante d'être également utilisée comme une « passage pour les rats » afin d'exporter des Takfiris d'Idlib jusqu'en Afghanistan.

Téhéran, quant à lui, est totalement piloté par l'INSTC, en se concentrant sur deux lignes de chemin de fer à réhabiliter et à moderniser depuis l'ère soviétique. L'une est orientée Sud-Nord, de Jolfa à Nakhitchevan, puis d'Erevan et Tbilissi. L'autre est Ouest-Est, toujours de Jolfa à Nakhitchevan, en traversant le sud de l'Arménie, l'Azerbaïdjan continental, jusqu'à Bakou puis en Russie.

Et là, c'est le hic. Les Azéris interprètent le document tripartite résolvant la guerre du Karabakh comme leur donnant le droit de s'établir dans le corridor de Zangezur. Les Arméniens, pour leur part, contestent exactement quel « couloir » s'applique à chaque région particulière. Avant de lever ces ambiguïtés, tous ces plans élaborés de connectivité iraniens et turcs sont effectivement suspendus.

Il n'en reste pas moins que l'Azerbaïdjan est géo-économiquement voué à devenir un carrefour clé de connectivité trans-régionale dès que l'Arménie débloquera la construction de ces corridors de transport.

Alors quelle serait la nature d'un « gagnant-gagnant » ici ?

La diplomatie gagnera-t-elle dans le Caucase du Sud ? Elle le devra. Le problème est que Bakou et Téhéran la définissent en termes d'exercice de leur souveraineté – et ne semblent pas particulièrement prédisposés à offrir des concessions.

Pendant ce temps, les suspects habituels s'amuse à exploiter ces différences. La guerre, cependant, est hors de question, que ce soit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie ou entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Téhéran est plus que conscient que dans ce cas, Ankara et Tel Aviv soutiendraient Bakou. Il est facile de voir qui en profiterait.

Pas plus tard qu'en avril, lors d'une conférence à Bakou, Aliyev a souligné que « l'Azerbaïdjan, la Turquie, la Russie et l'Iran partagent la même approche de la coopération régionale. Le principal domaine de concentration est maintenant le transport, car c'est une situation qui s'appelle "gagnant-gagnant" : tout le monde y gagne. »

Et cela nous amène au fait que si l'impasse actuelle persiste, la première victime sera l'INSTC. En fait, tout le monde serait perdant en termes d'intégration eurasienne, y compris l'Inde et la Russie.

L'angle pakistanais, porté par quelques-uns en mode silence, est complètement tiré par les cheveux. Il n'y a aucune preuve que Téhéran soutiendrait une campagne anti-talibans en Afghanistan juste pour saper les liens du Pakistan avec l'Azerbaïdjan et la Turquie.

Le partenariat stratégique Russie-Chine considère la conjoncture actuelle du Caucase du Sud comme un problème inutile, en particulier après le récent sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Cela nuit gravement à leurs stratégies complémentaires d'intégration eurasienne - l'initiative "la Ceinture et la Route" (BRI) et le partenariat pour la Grande Eurasie.

L'INSTC pourrait, bien sûr, emprunter la voie transcaspienne et couper complètement l'Azerbaïdjan. Ce n'est pas probable cependant. La réaction de la Chine, une fois de plus, sera le facteur décisif. L'accent pourrait être mis davantage sur le corridor persan – du Xinjiang, via le Pakistan et l'Afghanistan, à l'Iran. Ou Pékin pourrait également parier sur les deux corridors Est-Ouest, c'est-à-dire parier à la fois sur l'Azerbaïdjan et l'Iran.

En fin de compte, ni Moscou ni Pékin ne veulent que cela s'envenime. Il y aura de sérieux mouvements diplomatiques à venir, car ils savent tous les deux que les seuls à en profiter seront les

suspects habituels centrés sur l'OTAN, et les perdants seront tous les acteurs qui sont sérieusement investis dans l'intégration eurasiennne.